

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM-2021-019 - Séance du 25/03/2021**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le jeudi 25 mars à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni en Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 19 mars 2021.

Monsieur Xavier POTAVIN est élu secrétaire de séance.

**Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Bernard VIDAL, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, François-Xavier CHAZOTTES, Séverine MONIN, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Martin FAURE.

**Absent(s) représenté(s) :**

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER, Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL, Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA, Marie-Thérèse AMALVY pouvoir à Ludovic DUCAMP, Josiane DEVESA pouvoir à Philippe MARTY, Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN, Damien CORDEAU pouvoir à Emilie CHENOT, Claire VITOU pouvoir à François RODENAS, Valérie DALMAS pouvoir à Martin FAURE, Nadine GUILLON pouvoir à Bernard VIDAL, Christophe DOLL pouvoir à Patricia VANGREVELYNGHE, Olivier DURIX pouvoir à Olivier TAPIE.

**N° DLM-2021-019 - AUTORISATION DE PAIEMENT DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES, CONGÉS ANNUELS, RTT ET COMPTE ÉPARGNE TEMPS NON PRIS**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-18,

**Vu** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret N° 2000-815 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

**Vu** le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

**Considérant** le décès d'un agent,

**Considérant** la démission d'un agent contractuel,

**Considérant** l'impossibilité pour ces agents de solder leurs reliquats de congés (CA, CET, RTT) et heures supplémentaires,

**Il est proposé d'attribuer :**

- Le paiement des éléments suivants à l'agent décédé, à savoir :
  - 4.5 jours de congés annuels
  - 1 jour de RTT
  - 35 jours au titre du Compte Épargne Temps
  - 12 heures supplémentaires non récupérées
- Ainsi que le paiement de 5 jours de congés annuels à l'agent démissionnaire.
- et d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget.

Le conseil municipal,

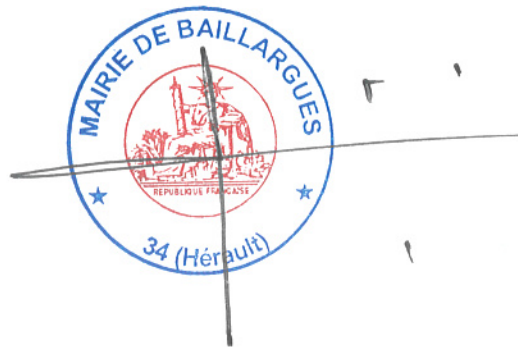
Sur le rapport Monsieur David CARBONELL, adjoint au maire délégué à l'écologie, développement durable du territoire et économies d'énergie,

**ADOpte** à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,

Le jeudi 25 mars,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

